

► En quelques chiffres...

53. C'est le pourcentage de CNE rompus du fait de l'employeur selon l'enquête trimestrielle du ministère de l'Emploi (Dares) sur les mouvements de la main d'œuvre (EMMO), publiée lundi 13 novembre, portant sur le dernier trimestre 2005. Ces chiffres parlent d'eux-mêmes d'autant que la rupture du CNE à l'initiative du salarié n'épargne en rien la responsabilité du patron : mauvaises conditions de travail, bas salaires...

1/3. C'est la part de SDF qui ont un emploi. Selon ATD Quart Monde, "3 millions de personnes sont en situation difficile, dont près d'un million n'ont pas de chez-soi et environ 100 000 personnes vivent à la rue".

118. 118 milliards de dollars, c'est le chiffre des dépenses militaires à l'échelle mondiale en 2005. 34 % de plus qu'en 1996, elles atteignent le niveau record atteint à l'époque de la guerre froide et représentent 15 fois plus que les dépenses annuelles dites d'aide au développement...

★ QUI SOMMES NOUS ?

Nous nous battons pour un changement radical de la société. Nous luttons pour une société débarrassée de toute exploitation et aliénation, une société sans racisme, sans sexisme, où chacun aura son mot à dire et trouvera un emploi et un logement corrects, c'est à dire une société vraiment socialiste, bien loin des déformations et caricatures stalinienne. Nous sommes révolutionnaires parce que cette société ne peut naître que d'une rupture radicale avec l'ordre existant.

Aucune confiance à ceux qui nous répètent que nous vivons dans le meilleur des mondes, à ceux qui, de la droite dure à la gauche molle, acceptent de gérer ce système ! Nous, nous misons sur l'émergence collective de la population, des jeunes, des travailleurs sur la scène politique.

Il nous faut imposer une réelle démocratie, fondée sur le contrôle, mais aussi sur de nouveaux rapports économiques basés sur le partage du travail et des richesses.

- le site national de la LCR
www.lcr-rouge.org
- le site national des JCR
www.jcr-red.org



E D I T O

Déjà un an. Un an depuis le décès tragique de Zyed et Bouna dans un transformateur électrique à Clichy Sous Bois alors qu'ils étaient poursuivis par les forces de police. Un an depuis les révoltes urbaines de novembre 2005 qui ont suivi ce terrible accident. Des révoltes urbaines d'une rare ampleur mais qui n'ont pourtant pas suffi à éveiller chez nos politiciens la conscience d'une situation dramatique dans les quartiers populaires des grandes villes. Ce sont les plus pauvres d'entre nous, les plus désœuvrés qui se sont révoltés, pour montrer au reste de la population et à la classe dirigeante qu'ils existent et qu'ils n'accepteront pas éternellement d'être opprimés.

Car ces révoltes ne sont que le résultat d'une politique d'abandon odieux des banlieues depuis plus de vingt ans renforçant ainsi le climat raciste et ultra répressif. A gauche comme à droite, personne ne s'est intéressé attentivement au problème et les politiques de la ville engagées de puis 1981 ont été désastreuses. Par conséquent, les habitants des quartiers déshérités se sentent abandonnés, ignorés même du pouvoir sauf au travers de la répression policière.

Les jeunes subissent quotidiennement l'irrespect de la police, n'ont plus aucune perspective d'emploi et doivent en plus faire face à des politiques de plus en plus discriminantes à leur égard. Ils sont, de plus, les premières victimes de la société marchande dans laquelle nous vivons. Face à cette situation, une seule solution, l'insurrection. Et contrairement aux médias, qui assuraient que ces révoltes étaient désorganisées et dénuées de toute objectif, l'insurrection était un appel à l'aide. Car pour ces jeunes, un autre monde n'est pas seulement possible mais indispensable, sans quoi cette révolte ne sera pas la dernière.



Pour prendre contact avec les jeunes de la LCR 44

NOM
PRENOM
Adresse
TéléphoneE-m@il

► La Commune d'Oaxaca

Après cinq mois de lutte menée par les habitants d'Oaxaca, au Mexique, la police a repris ses quartiers. Au début des faits, au mois de juin, ce n'était qu'une traditionnelle manifestation de professeurs pour l'augmentation des salaires. Mais le gouverneur, Ulises Ruiz Ortiz, décida d'y mettre fin et envoya la police contre les manifestants.



La police fédérale vient mater dans le sang la rébellion des peuples d'Oaxaca. fin octobre

Résultat : plusieurs morts, dont des enfants. Dès lors, un véritable processus d'auto-organisation au niveau de la ville s'est mis en place (assemblées, absence de police et de gouverneur, auto protection) et une Assemblée Populaire des Peuples d'Oaxaca (APPO), chargée de diriger le mouvement, s'est constituée.

Fin octobre, ce sont des paramilitaires et 4 000 policiers qui tirent contre les barricades. La répression est énorme et sanglante : une vingtaine de morts, des centaines de blessés et de prisonniers. Aujourd'hui, les peuples d'Oaxaca en appellent à la solidarité internationale.

► La concurrence et la course au profit, c'est la panne.

A première vue, on pourrait croire que la panne d'électricité du 4 novembre qui a plongé plus de 10 millions de personnes dans le noir, n'est que le résultat d'un simple incident technique. Ce qui s'est passé, c'est qu'on a préféré prendre le risque de couper l'électricité à tous ces gens pour faire passer un bateau-marchand.

Si le réseau connaît ces fragilités, c'est bien à cause de la privatisation et de l'introduction de la concurrence dans la branche énergétique depuis 1997 : les entreprises cherchent à maximiser leurs profits, en utilisant au maximum les installations déjà présentes afin de faire face à la concurrence. De plus, la demande augmente, l'offre peu

et les prix explosent. CQFD. Cette panne est un signal d'alarme à l'ouverture totale du marché en 2007.

Si l'énergie représente un domaine où les entreprises peuvent réaliser des bénéfices à n'importe quel prix, il est plus qu'urgent de mettre en place une véritable coopération entre les pays pour assurer les besoins actuels, par le biais d'un service public de l'énergie à l'échelle européenne.

► Odieuse délation au CHU de Nantes

Le 20 octobre dernier, une femme d'origine congolaise, Nicole Masese et son fils Arnold âgé de 6 ans, ont été victimes d'une arrestation après avoir été dénoncé par la direction du CHU de Nantes. La jeune femme était en France dans le but d'échapper à un réseau de prostitution. La préfecture, étrangère à tout souci humanitaire et la direction du CHU de Nantes sont totalement mouillées dans cette arrestation et cette expulsion.

Cette arrestation est le résultat de la circulaire datée du 21 février 2006, lancée par le ministère de l'Intérieur autorisant les arrestations de sans-papiers dans les halls et les salles d'attente des établissements de santé.

Selon le réseau Education Sans Frontière, après son expulsion vers les Pays-bas, la jeune femme serait restée 2 nuits dehors, obligée de mendier pour nourrir son enfant, avant d'être recueillie par une habitante de Maastricht, qui s'occupe d'elle jusqu'à présent. Mais pour combien de temps ?...

► Une élève du lycée Carcouët menacée d'expulsion !

Scolarisée au lycée Carcouët en classe de 1^{ère}, une élève se retrouve sous la menace d'expulsion. Pourquoi ? La Préfecture, qui n'a que faire de la dignité humaine, invoque la raison que cette lycéenne n'a plus de famille en France. Or ses parents, frères et sœurs, ont été régularisés ! Cherchez l'erreur. Il est urgent de dénoncer les politiques racistes du gouvernement en apportant notre soutien à cette jeune fille et de nous mobiliser pour la régularisation de tous les sans-papiers.